

# Brexit : l'Irlande se prépare au pire

En raison des liens étroits tissés avec le Royaume-Uni, Dublin redoute une rupture chaotique

## LE CONTEXTE

### BLOCAGE

Les députés britanniques devaient tenter, mardi 29 janvier, à Londres, de surmonter

le blocage suscité, depuis deux semaines, par le rejet massif à la Chambre des communes de l'accord de Brexit négocié entre Theresa May et l'Union européenne. Ce texte prévoit en particulier un « *statut spécifique* » pour l'Irlande du Nord,

qui resterait de fait dans le marché intérieur européen, afin d'éviter le retour d'une frontière dure avec la République d'Irlande. En cas de rupture brutale, voire de « *no deal* », Dublin craint le retour de contrôles contraignants tout

au long de la frontière entre le Nord et le Sud, qui risquent de compliquer les échanges, voire de provoquer de nouvelles violences, vingt et un ans après l'accord du Vendredi saint, signé en avril 1998, à Belfast, sous l'égide de l'UE.

## REPORTAGE

DUBLIN - envoyée spéciale

Dans la cabine de son 44 tonnes, un Volvo FH4 rouge grenat, Conor Leach a accroché un petit fanion aux couleurs du drapeau irlandais. Plié en deux par la douleur, un lutin y vomit des billets de livres sterling. « *Malade du Brexit* », est-il brodé au fil d'or. « *Je me sens exactement comme lui, complètement écoeuré* », dit ce chauffeur routier de 41 ans originaire de Cork, dans le sud du pays.

Comme son père avant lui, Conor Leach sillonne depuis dix-huit ans les routes irlandaises et britanniques, dont il connaît « *chaque dos-d'âne et chaque nid-de-poule* ». Au moins une fois par semaine, ce petit gabarit aux tempes grisonnantes transporte des carcasses de bœuf congelées depuis le comté de Wicklow, au sud de Dublin, pour être transformées en Angleterre, puis revendues dans les supermarchés irlandais. Chacun de ses chargements vaut une centaine de milliers d'euros. « *Mon camion, c'est l'économie irlandaise en mouvement* », rappelle ce père de quatre enfants, dont les allers-retours résumés à eux seuls l'interdépendance commerciale entre les deux nations voisines. Dans le port de Dublin, à l'embouchure de la sinueuse Liffey, 85 % des rouliers, ces mastodontes du fret maritime, ont pour destination un port anglais.

Mais à deux mois du divorce officiel entre Londres et Bruxelles, dont les contours exacts sont plus flous que jamais, l'inquiétude grandit en République d'Irlande, en dépit des efforts déployés par Dublin pour peser dans les négociations afin d'éviter une rupture brutale. « *Le trajet*

*risque d'être sacrament plus bordélique* », s'inquiète Conor Leach en sifflant une bouteille de Lucozade, une boisson énergisante orange fluo. « *Je n'ai aucune idée des conditions dans lesquelles je vais pouvoir travailler. Aucune, aucune, aucune*, répète-t-il, la mine défaite. *Toute notre profession repose sur une organisation millimétrée, et un mauvais Brexit peut tout foutre en l'air.* »

Deux semaines après le rejet au Parlement britannique de l'accord négocié entre l'UE et Theresa May, qui prévoyait un statut spécifique pour éviter le retour d'une frontière dure avec l'Irlande du Nord, les députés devaient, mardi 29 janvier à Londres, tenter de surmonter l'impasse. Sans aucune garantie de trouver la solution miracle avant la date prévue de sortie, le 29 mars.

A en croire la direction du port de Dublin, le nombre de marchandises réclamant un contrôle douanier devrait être multiplié par cinq dans le cas d'un « *no deal* ». Pour anticiper le scénario du pire, quelque trente millions d'euros ont été investis dans la construction des infrastructures nécessaires aux inspections. Le gouvernement a également annoncé le recrutement de 400 douaniers supplémentaires pour le 29 mars.

### « Revenir vingt ans en arrière »

Mais cela serait-il suffisant pour endiguer le flux de marchandises de la trentaine de navires qui embarquent et débarquent chaque jour dans cette mini-ville de 300 hectares ? « *Un seul bateau, c'est au moins trois kilomètres de camions. Le calcul est vite fait : on va revenir vingt ans en arrière, et on va tous être perdants* », résume Conor Leach.

Ces délais logistiques risquent de mettre à mal toute la chaîne

d'approvisionnement du pays, notamment pour les produits frais : deux tiers de la nourriture vendue dans les supermarchés irlandais passe par l'Angleterre. Lors d'une conférence de presse, vendredi 25 janvier, le ministre irlandais des affaires étrangères, Simon Coveney, a reconnu que « *certaines aliments pourraient venir à manquer, ou que les prix pourraient considérablement augmenter* » en cas d'un « *no deal* » entre Londres et Bruxelles. Déjà, en février

## « Notre voisin est devenu fou, et c'est nous qui allons trinquer »

MARY MURPHY  
ancienne institutrice

mars 2018, la tempête Emma avait paralysé le trafic maritime dans le blizzard. Aussitôt, les étals du pays s'étaient vidés, rappelant douloureusement à l'Irlande son isolement.

Alors, à Dublin, c'est une « *ambiance de veillée d'armes* », reconnaît Annie O'Shea, pharmacienne de 54 ans. « *On a l'impression de vivre avec un compte à rebours, mais sans savoir si la bombe va vraiment exploser* », plaisante-t-elle, se disant « *presque pressée qu'on en finisse* ». Dans son officine à la façade sombre sise sur Dame Street, en plein cœur du centre historique de Dublin, elle a imprimé à côté de son comptoir de marbre la liste des vingt-quatre médicaments dont le gouvernement a estimé qu'ils viendraient à manquer en cas de « *hard Brexit* » – près de 70 % des médicaments vendus sur l'île transitent par l'Angleterre. Une

annonce gouvernementale qui «*génère beaucoup de stress, même si on essaie de dédramatiser*», résume Annie O'Shea.

Dans la file d'attente, Mary Murphy, un élégant trilby en feutre posé sur la tête, maugrée en fouillant dans son sac à main pour faire l'appoint. «*Notre voisin est devenu fou, et c'est nous qui allons trinquer*», s'emporte cette ancienne institutrice de 65 ans, aussi fluette que sa voix est déterminée. A l'image de 92 %

des Irlandais qui se prononcent contre une sortie de l'Irlande de l'Union européenne, selon les derniers sondages, Mary Murphy est une «*europophile convaincue*».

Passionnée d'histoire, cette grand-mère de trois petits-enfants a repris ses études voilà deux ans au sein de l'université dublinoise de Trinity College. «*Les hommes ont comme toujours la mémoire courte*», déplore-t-elle. Car si Mary Murphy reste persuadée que «*des solutions seront vite trouvées économiquement, quand il y a autant d'argent en jeu*», elle s'inquiète en revanche «*des conséquences sur les libertés individuelles*». «*Nous, plus que quiconque, connaissons le poids des frontières et l'importance de ne pas les barricader*», rappelle-t-elle.

Car c'est bien l'avenir entre Dublin et Belfast qui suscite le plus

d'inquiétudes sur l'île verte. Dans une venelle du quartier de Portobello, au sud de Dublin, un mur de brique repeint par un graffeur anonyme sonne comme une mise en garde : «*Brexit = double troubles*». «*Deux fois plus d'ennuis*», littéralement. Mais aussi le spectre de nouveaux *Troubles*, ce conflit entre républicains et unionistes qui a ensanglanté l'Irlande du Nord durant plus de trente ans et fait au moins 3 600 morts. La paix n'avait été arrachée qu'à la condition de la suppression de la frontière militarisée entre la province britannique et la République d'Irlande.

Sera-t-il possible de maintenir cette ouverture après le Brexit ? Le premier ministre irlandais, Leo Varadkar, a prévenu vendredi qu'une sortie sans accord conduirait à une «*période de chaos*», pouvant impliquer, à la frontière, «*des caméras, des infrastructures physiques, éventuellement une présence de la police ou une présence de l'armée pour la seconder*».

Dans la salle d'attente du bureau des passeports de Dublin, à deux pas du Grand Canal, une dizaine de personnes patientent sur d'inconfortables chaises de métal. A l'accueil, la secrétaire a prévenu : «*Ça risque d'être long, on est débordés, comme toujours depuis presque deux ans*».

En 2018, près de 200 000 Britanniques, dont 84 855 Nord-Irlandais, ont demandé le sésame irlandais, soit une hausse de 22 % des demandes par rapport à 2017. L'approche du Brexit et l'incertitude qui l'entoure n'ont fait qu'empirer la situation.

#### Un Brexit «*au doigt mouillé*»

A 36 ans, Joshua Dean, vit à Belfast, mais travaille trois jours par semaine à Dublin, pour assurer la sécurité informatique d'une grande banque. Longtemps, ce Britannique a cru que «*les choses finiraient bien par s'arranger*». Et puis, au fil des mois, il a commencé «*à s'inquiéter pour de vrai*». Quelles conséquences sur ses déplacements ? Ceux de ses enfants ? Ses économies en livres sterling ? «*Toute cette communication de crise donne un peu l'impression que ce Brexit est géré au doigt mouillé, en fonction du vent qui souffle chaque matin à Westminster*», dit-il.

Alors il s'est résigné à demander la double nationalité, en vertu des accords de 1998 qui l'autorisent. Sa femme, native du pays de Galles, ne peut pas y prétendre, à son grand dam. «*Est-ce que ce Brexit va encore éloigner des familles ?*», s'interroge-t-il, pensif. «*Personne ne sait ce qu'il va vraiment se passer, mais on essaie tous de faire ce qu'on peut avec ce qu'on a.*» ■

CHARLOTTE CHABAS